



CNRS
Délégation Île-de-France-Villejuif
7 rue Guy Môquet
94800 VILLEJUIF

Remplacement des menuiseries extérieures du bâtiment 14

1 Av. de la Terrasse, 91190 Gif-sur-Yvette



PRO DCE

CCTP

COMMUNS

MAÎTRE D'OEUVRE :

ame architectes
maîtres d'œuvre
experts

39 av Pierre 1^{er} de Serbie
75008 PARIS

Grille de révision

Indice	Date	Modification
A	18 juillet 2025	Création document
B	20 août 2025	Modification suite retour MOA et ABF
C	22 janvier 2026	Modification suite retour MOA

AME Architecture - 39, Avenue Pierre 1er de Serbie 75008 Paris, France - Tél. 01 73 79 35 31 - contact@ame-architecture.com

SIRET 479 077 737 RCS PARIS GESTION 2004 B 19 AFFILIATION ORDRE DES ARCHITECTES REGIONAL 2319 NATIONAL S06262

1 SOMMAIRE

1	SOMMAIRE	2
2	PRESENTATION	3
2.1	ADRESSE DU SITE	3
2.2	PRÉSENTATION DU PROJET.....	3
2.2.1	<i>La topographie</i>	3
2.3	LISTE DES INTERVENANTS	4
3	FONDAMENTAUX.....	5
4	PRESCRIPTION GENERALE.....	6
4.1	PROJET ALLOTISSEMENT	6
4.2	PLANNING.....	6
4.3	BASE VIE.....	6
4.4	DECHETS – NETTOYAGE ZONE CHANTIER	7
4.5	GESTION DES ACCES ET SÉCURITÉ DU SITE.....	7
4.6	PRESTATION A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE	7
4.6.1	<i>Les études d'exécution complètes, avec notamment :.....</i>	7
4.6.2	<i>Le respect des normes constructives françaises et notamment :.....</i>	7
4.6.3	<i>Contradictions entre pièces écrites et plans.....</i>	7
4.6.4	<i>Période de préparation</i>	7
4.6.5	<i>DOE.....</i>	8
4.6.6	<i>Remise en état et nettoyage du terrain</i>	8
4.7	DESTINATION DES LOCAUX.....	8
4.7.1	<i>USAGE ET FONCTIONNEMENT.....</i>	8
	<i>REPARTITION DES SURFACES HORS CIRCULATION.....</i>	8
4.8	CADRE REGLEMENTAIRE ET NORMATIF APPLICABLE AU PROJET	8
4.8.1	<i>NORMES ERT</i>	8
4.8.2	<i>NORME INCENDIE.....</i>	9
4.8.3	<i>PHMR (PERSONNES HANDICAPEES OU A MOBILITE REDUITE).....</i>	9
4.9	LES NUISANCES DE CHANTIER	9
4.10	LES NUISANCES SONORES	9
4.11	LES NUISANCES LIEES A LA PURETE DE L'AIR	9
4.12	CONTROLE ET RECEPTION	10
4.13	IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	10
4.14	PROTECTION.....	10
4.14.1	<i>Des ouvrages existants</i>	10
4.14.2	<i>Des ouvrages du présent marché</i>	10
4.14.3	<i>Lors de livraison.....</i>	10
4.15	ETIQUETAGE SANITAIRE	10
4.16	RESERVATIONS, PERCEMENTS, REBOUCHAGES, SCELLEMENTS, RACCORDS, ETC.	10
4.17	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX	11
4.18	HYGIENE ET SECURITE.....	11

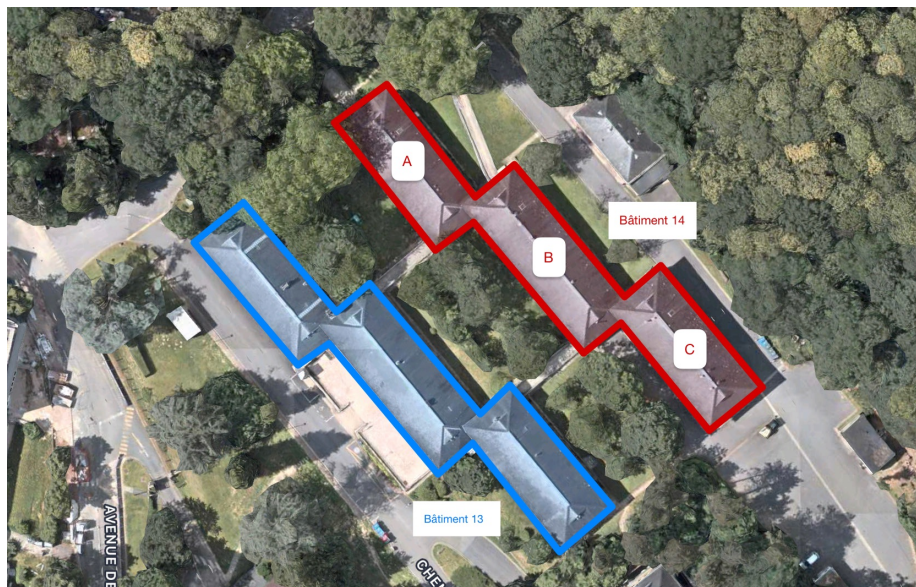
2 PRESENTATION

2.1 ADRESSE DU SITE

Campus de Gif-sur-Yvette, bâtiment 14
1 Av. de la Terrasse, 91190 Gif-sur-Yvette

2.2 PRÉSENTATION DU PROJET

Le présent projet concerne le bâtiment 14 du campus de Gif-sur-Yvette. Ce bâtiment construit en 1949 fait partie d'une composition de 6 immeubles construits ensemble, appelés bâtiment 13 et 14. Les constructions sont identiques et sont accolées les unes aux autres en ensemble de trois, par un principe d'escalier afin de suivre la pente du terrain. Le bâtiment 13 est donc composé de trois corps d'édifice, reliés par des galeries au bâtiment 14, lui-même composé de trois édifices.



Le présent marché concerne la rénovation énergétique du bâtiment 14.

2.2.1 LA TOPOGRAPHIE

Le bâtiment s'insère dans un terrain en pente

2.3 LISTE DES INTERVENANTS

Fonction	Identité	Interlocuteur(s)
MAITRISE D'OUVRAGE	CNRS Délégation Île-de-France-Villejuif 7 rue Guy Môquet 94800 VILLEJUIF	Benoît Duarte Chargé d'opérations immobilières Tel. : +33 1 69 82 40 07 Mail : COI-Gif-IFSeM@cnrs.fr
UTILISATEURS CNRS	CNRS Délégation Ile de France Gif Campus Avenue de la Terrasse 91190 Gif-sur-Yvette	Denis Bolé Responsable du patrimoine Mail : denis.bole@dr4.cnrs.fr@cnrs.fr
MAITRISE D'ŒUVRE	AME ARCHITECTURE 39 avenue Pierre 1er de Serbie 75008 PARIS	Laurène ROUX Directrice de projet Tel. : 06 31 49 87 63 Mail : roux.ame@icloud.com
BUREAU D'ETUDES FLUIDES ET THERMIQUES	CORETUDE 9, Rue de la butte de Ravanne 78 730 ST ARNOULT EN YVELINES	Vincent MAISONS Chargé de projet Tel. : 06 31 11 74 70 Mail : vincentmaisons@coretude.com
BUREAU ETUDE STRUCTURE	BL Ingénieur 10 RUE DE PENTHIEVRE 75008 PARIS	Loïc BORI Ingénieur et gérant Tél : 06 22 79 69 89 Mail : bl.ingenieurconseil@gmail.com
BUREAU ETUDE DE SOL	A définir	Coordonnées à préciser
DIAGNOSTIQUEUR AMIANTE	Bureau VERITAS	Coordonnées à préciser
CONTROLEUR TECHNIQUE	BTP consultants 1, place Charles de Gaulle 78067 ST-QUENTIN-EN-YVELINES	Thibaud RIERA Direction Régionale IDF Nord thibaud.riera@btp-consultants.fr Tél : 06 17 96 52 74
COORDINATEUR SECURITE & PROTECTION SANTE	DEGOUY 16, rue de la Maison Rouge 77185 LOGNES	Virginie VERGNOL Coordonnateur SPS Niveau 1 Tel : 06 20 49 06 74 Mail : v.vergnol@degouy.fr

3 FONDAMENTAUX

Type de projet	<input type="checkbox"/> Neuf	<input checked="" type="checkbox"/> Réhabilitation	<input type="checkbox"/> Aménagement
Surface	1800 m2		
Nombre d'étage de l'immeuble	R+1 + combles		
Dernier plancher à plus de 8m	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	
Classement Incendie de l'immeuble	Code du travail		
Étage de l'immeuble concerné par les travaux	Ensemble bâtiment		
Effectif sécurité	SO		
Locaux à risque	Local électrique, locaux de stockage des entreprises extérieures		
Allotissement	<input type="checkbox"/> EG / Mono-lot	<input checked="" type="checkbox"/> CES	
Compte prorata	<input type="checkbox"/> Oui :	<input checked="" type="checkbox"/> Non	
Gestion des déchets	Chaque lot aura en charge la gestion de ses déchets		
Base-vie	Sur le parking attenant		
Travaux en site occupé	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Travaux en horaire décalé / nuit / WE	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	
Amiante sur ouvrage impactés par travaux	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non, mais présence d'amiante dans des zones chantier	
Contrainte spécifique	Site occupé		

4 PRESCRIPTION GENERALE

4.1 PROJET ALLOTISSEMENT

L'ensemble du projet se décomposera en 2 lots :

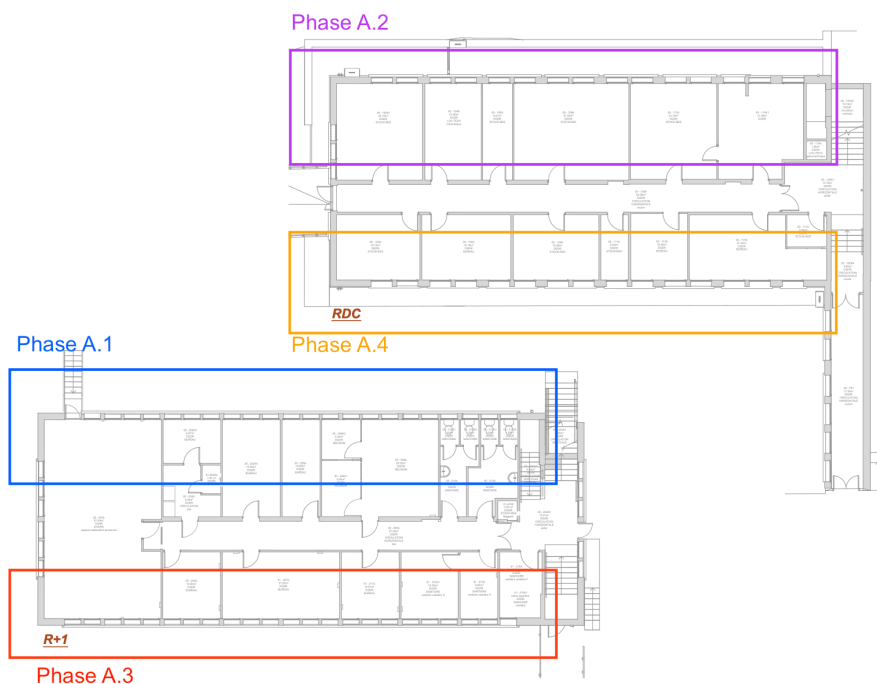
- LOT 01 PREPARATION - INSTALLATION – ECHAFAUDAGES - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
- LOT 02 RAVALEMENT DE FAÇADE - ISOLATION

4.2 PLANNING / PHASAGE

Voir planning joint

Étant donné que le site sera occupé pendant les travaux, il est proposé de diviser les opérations de remplacement de menuiseries en plusieurs phases. Les plateaux seront divisés en deux : façade nord-est et façade sud-ouest, et par étage. Chaque bâtiment sera donc fait en quatre phases, comportant chacune environ 30 menuiseries (RDC) et 18 menuiseries (R+1). Chaque façade sera échafaudée puis réalisée en commençant par le RDC.

Les travaux de mises en peinture des façades devront suivre le rythme de remplacement des menuiseries.



4.3 BASE VIE

A la charge du LOT 01

Des locaux et sanitaires seront mis à disposition par le lot 01. Le lot 01 aura également à sa charge l'aménagement et l'entretien de ces zones.

Il est cependant demandé à chacun de respecter les lieux de vie communs.

Les réunions pourront avoir lieu au bâtiment 17.

Des compteurs seront mis en place par le lot 01, et des relevés hebdomadaires devront être transmis à la MOA.

4.4 DECHETS – NETTOYAGE ZONE CHANTIER

Le nettoyage du chantier sera réalisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Chaque entreprise sera responsable de sa zone de travaux et de ses matériaux, ainsi que de ses déchets. Des bennes pourront être mises en place sur le parking. Chaque titulaire devra prévoir des rotations de bennes fréquentes et adaptées à sa production de déchet.

4.5 GESTION DES ACCES ET SÉCURITÉ DU SITE

La gestion des accès et la surveillance du site seront conformes au CCAP. Chaque entreprise veillera à ce que nul tiers ne s'introduise dans l'enceinte du chantier, à l'exception des intervenants, sous peine de supporter toutes les conséquences financières qui pourraient en résulter.

Cette obligation est due par l'entrepreneur jusqu'à la réception des travaux. Si par suite d'une occupation irrégulière, cette réception devait être repoussée à une date ultérieure à celle prévue par le marché, l'entrepreneur serait passible de pénalités de retard.

Du fait de ses activités, le site est sous protection Vigipirate. Les portes devront être maintenues fermées en permanence, le MOA évaluera l'opportunité de confier des badges d'accès

4.6 PRESTATION A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE

Il est prévu la prise en charge complète du projet par l'Entreprise, depuis les études d'exécution jusqu'à la réception définitive des ouvrages.

Au titre du marché, l'Entreprise devra :

4.6.1 LES ETUDES D'EXECUTION COMPLETES, AVEC NOTAMMENT :

- Les plans d'architecture extérieure et aménagements intérieurs du bâtiment,
- Les plans d'exécution (EXE) avec les principes constructifs, les matériaux et les installations techniques,
- Les implantations et réservations des arrivées des fluides – électricité, eau, assainissement,
- Les calculs permettant la définition des besoins en chauffage, ventilation, rafraîchissement,
- L'Entreprise devra tenir compte de toutes les préconisations émises par le contrôleur technique mandaté pour la conformité réglementaire, en amont du lancement en construction.

4.6.2 LE RESPECT DES NORMES CONSTRUCTIVES FRANÇAISES ET NOTAMMENT :

- ERT (Établissement Recevant des Travailleurs) suivant le Code du Travail R 235-4 et l'arrêté du 5 août 1992,
- Incendie,
- Handicapé,
- Hygiène et sécurité

4.6.3 CONTRADICTIONS ENTRE PIECES ECRITES ET PLANS

En cas de contradiction entre deux documents du marché, ou lorsqu'une indication ne figure que sur certaines pièces du marché et sont omises sur d'autres, les informations inscrites dans les CCTP prévalent sur les autres pièces.

4.6.4 PERIODE DE PREPARATION

La période de préparation est incluse dans les délais contractuels.

Cette période sera, en particulier, consacrée :

- A l'établissement du plan d'installation de chantier,
- A la réalisation des études et des plans d'exécution par l'entreprise,
- A la réalisation des démarches contractuelles en matière de sécurité et prévention,

- Aux validations nécessaires par la Maîtrise d’Ouvrage et le bureau de contrôle.

4.6.5 DOE

La fourniture du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) fait partie des prestations dues au titre du présent marché.
Ce dossier doit comprendre (liste non exhaustive) :

- Les plans correspondant à l’exécution tels que construit,
- Les caractéristiques exactes des matériaux et matériels mis en œuvre,
- Tous les Procès-Verbaux (PV) requis garantissant les qualités des matériaux et matériels,

Ce dossier sera remis par l’Entreprise avant la réception (CCAG travaux), sous format dématérialisé, reproductible (formats .DWG, .DOC, .XLS). Les mises à jour devront être remises au plus tard 30 jours après la réception des, sous format dématérialisé, reproductible (formats .DWG, .DOC, .XLS).

Ce dossier sera également communiqué au coordonnateur SPS – Sécurité et de Protection de la Santé - pour finalisation du DIUO – **Dossier d’Intervention Ulérieur sur l’Ouvrage**.

4.6.6 REMISE EN ETAT ET NETTOYAGE DU TERRAIN

A l'achèvement des travaux, chaque entreprise devra le repli de son matériel, bennes et installations.

4.7 DESTINATION DES LOCAUX

4.7.1 USAGE ET FONCTIONNEMENT

Le bâtiment est à usage tertiaire.

Le projet est classé en ERT, et doit respecter le code du travail

REPARTITION DES SURFACES HORS CIRCULATION

Selon plans architecte en annexe

4.8 CADRE REGLEMENTAIRE ET NORMATIF APPLICABLE AU PROJET

Les études d'avant exécution devront être conformes à toutes les normes et tous les règlements techniques les concernant.

L'omission, ou le non-respect de ces normes ou règlement entraineront systématiquement l’élimination de l’offre.

4.8.1 NORMES ERT

Le décret n° 92-332 du 31 mars 1992 relatif à la sécurité et à la santé concernant notamment :

- La température des locaux,
- Les installations sanitaires et de restauration,
- Les règles de sécurité,
- La prévention des incendies et l'évacuation,
- Le dossier de maintenance des lieux de travail.

Les principes généraux de prévention notamment :

- Les obligations de l’employeur - Article L.4121-2 du code du travail,
- La réparation des dégagements - Article R.235-1, R.235-4-3, R.232-12-2, R.232-12-4 du code du travail,
- Les mesures spécifiques des locaux où sont stockées où manipulées des matières inflammables – Décret n° 2002-1553 du 24 décembre 2002,
- Les moyens de prévention et de lutte contre l’incendie fixée par les articles R.232-12-17 à R.232-12-22.

4.8.2 NORME INCENDIE

Le bâtiment respectera toutes les normes incendie suivant :

- Le classement et l'usage du bâtiment,
- L'implantation vis-à-vis des tiers,
- Le classement au feu des matériaux,
- La stabilité au feu des structures,
- Les moyens d'alarme réglementaires et agréés,
- Les moyens de lutte contre l'incendie (plan, extincteurs, ...)

4.8.3 PHMR (PERSONNES HANDICAPEES OU A MOBILITE REDUITE)

Le bâtiment respectera toutes les dispositions relatives à l'accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public notamment :

- L'arrêté du 20 avril 2017 applicable à compter du 1^{er} juillet 2017
- La circulaire interministérielle n° DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 précisant les dispositions résultant de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, relatives à l'accessibilité des établissements recevant du public, applicable depuis le 1er janvier 2007 (<http://www.accessibilite-batiment.fr>).
- Les articles L.111-7 à L.111-8-4 et R. 111-18 à R.111-19-30 du code de la Construction et de l'Habitation précisant les dispositions architecturales, les aménagements et équipements intérieurs et extérieurs des locaux.

4.9 LES NUISANCES DE CHANTIER

Chaque titulaire du présent marché prendre en compte les recommandations de la brochure « Prise en compte de l'environnement et de sa réglementation dans les chantiers de bâtiment » de septembre 2007 distribué par la DDE, la DRE et le DIREN.

Dans un souci de préservation de l'environnement et de développement durable, l'entrepreneur devra éviter toutes nuisances.

4.10 LES NUISANCES SONORES

Code du Travail articles R. 232-8 à R. 232-8-7. Code de la santé publique article R48-5.

La directive européenne 2000/14/CE du 8 mai relative aux engins de chantier.

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré.

A défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

Le titulaire devra remettre des fiches de nuisances pour les travaux concernés.

4.11 LES NUISANCES LIEES A LA PURETE DE L'AIR

Règlement sanitaire départemental. Durant les travaux pouvant occasionner des nuages de poussières, l'entreprise devra humidifier les gravats pendant le chargement sur camion.

4.12 CONTROLE ET RECEPTION

La réception des ouvrages est subordonnée à l'exécution concluante des essais mentionnés pour chaque lot et après réception des ouvrages soumis à un contrôle.

A la réception, il sera vérifié la parfaite conformité du produit fourni, ainsi que de son aspect.

Un procès-verbal sera adressé au Contrôleur Technique et au Maître d'Œuvre.

4.13 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Chaque titulaire devra l'implantation de ses propres ouvrages. Les cotes figurent dans les documents graphiques du dossier. L'entrepreneur est tenu de les vérifier.

4.14 PROTECTION

4.14.1 DES OUVRAGES EXISTANTS

L'ensemble des éléments existants : voirie, trottoir, réseau, mais surtout communs du bâtiment, feront l'objet de soins particuliers. En cas de désordre, ceux-ci seront repris par l'entreprise concernée. Le chantier aura lieu en site occupé, et de ce fait, le titulaire devra la protection de l'ensemble des aménagements des bureaux et locaux dans lesquels elle sera amenée à intervenir.

Il sera demandé à l'entreprise de réaliser un reportage photo avant toute intervention dans une zone, qui sera transmis au MOA et MOE.

4.14.2 DES OUVRAGES DU PRESENT MARCHÉ

Les titulaires devront prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter, pour quelque cause que ce soit, toutes dégradations de ses ouvrages. Au cas où il en serait constaté, il devra remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les ouvrages détériorés de sa responsabilité. Aucune réclamation de dégradation ne sera prise en compte, ni par le Maître de l'Ouvrage, ni par la Maîtrise d'œuvre.

4.14.3 LORS DE LIVRAISON

Le titulaire devra aux passages mettre en œuvre toutes protections nécessaires.

4.15 ETIQUETAGE SANITAIRE

L'intégralité des produits mis en œuvre devront respecter le niveau A+ sur le taux d'émission des polluants dans l'air intérieur. Chaque titulaire du présent marché devra prouver le respect de cette exigence par la production des fiches techniques.



4.16 RESERVATIONS, PERCEMENTS, REBOUCHAGES, SCELLEMENTS, RACCORDS, ETC.

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages et ce dans tous matériaux de quelques natures que ce soit.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné. Le degré CF des parois concernées devra être restitué.

4.17PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

4.18HYGIENE ET SECURITE

L'offre de l'Entreprise devra comprendre toutes les dépenses liées au respect des réglementations d'hygiène et de sécurité ainsi qu'aux indications particulières qui pourraient être mentionnées dans les pièces administratives du marché et préconisations du coordonnateur SPS.

Dans le cadre de ces interventions, le titulaire devra respecter l'ensemble des dispositions du code du travail notamment les articles L 4121-1 et L 4121-2.

La présente opération est également soumise à tous les autres règlements concernant l'hygiène, la sécurité, la protection de la santé des travailleurs, en vigueur à la date de signature du marché et notamment :

- Loi 76-1106 du 6 décembre 1976 (art 39)
- Loi 91-1414 du 31/12/91
- Décret 77-612 du 9 juin 1977
- Décret 77-996 du 19 août 1977
- Décret 2010-1018 du 30 août 2010
- Décret 2010-1118 du 22 septembre 2010
- Recommandations CRAM

Le Marché s'exécute dans le cadre :

- soit de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 (articles L 4531-1 à L 4531-3, L 4532-1 à L 4532-18, L 4211-1 et L 4211-2, R 4532-78 et R 4532-79, R 4533-1 du Code du travail) et conformément aux dispositions des Conditions Générales d'Achat.
- soit le décret du 20 février 1992.

Dans le cadre de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes en découlant, notamment le décret N° 94-1159 du 26 décembre 1994, le décret N° 95-543 du 4 mai 1995, la pièce du dossier Marché intitulée Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé indique les dispositions applicables à l'opération.

Dans le cadre de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes en découlant, notamment le décret N° 94-1159 du 26 décembre 1994, le décret N° 95-543 du 4 mai 1995, la pièce du dossier Marché intitulée Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé indique les dispositions applicables à l'opération.

Dans le cadre du décret du 20 février 1992 et des textes en découlant, la pièce du dossier Marché intitulée Plan de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé indique les dispositions applicables à l'opération.

L'attention du TITULAIRE est attirée sur les prescriptions minimales que contient le Plan Général de Coordination, du plan de prévention et qui sont à sa charge exclusive.

Ne seront, en tout état de cause, pas considérés comme travaux supplémentaires et ne pourront faire l'objet de réclamations auprès du MAITRE D'OUVRAGE, les modifications notamment imposées par le Coordonnateur, dans le cadre de sa mission et en application des dispositions du Code du Travail.

Le TITULAIRE devra appliquer et faire appliquer à l'ensemble de ses sous-traitants et travailleurs indépendants les principes généraux de prévention et les prescriptions contenues dans le PGC ou le plan de prévention, notamment en ce qui concerne :

- l'accueil, la connaissance du site, et la formation des travailleurs,
- l'organisation sécurité (infirmier, animateur prévention)
- les moyens en hommes et le matériel pour l'organisation du trafic et du nettoyage.

Le TITULAIRE devra satisfaire en tous points aux obligations qui découlent des réglementations susvisées et de toute réglementation à venir à ce sujet.

Il est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, la santé et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique et se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie et autres.

Afin de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises sur le chantier et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives, le TITULAIRE est informé qu'une mission de coordination en matière de santé et de sécurité a été confiée à un coordonnateur de sécurité.

Cette mission relève des dispositions du Code du Travail issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et de ses textes d'application. Elle ne dispense pas le TITULAIRE de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier.

Le TITULAIRE doit communiquer au coordonnateur de sécurité les études réalisées par lui, ainsi que tous les documents, plans ou croquis, dès leur mise au point. Par ailleurs il doit leur communiquer toute position ou renseignement que celui-ci pourrait être amené à demander au coordinateur sécurité concernant sa propre méthodologie d'intervention sur le chantier.

Il doit notamment informer de la présence de ses sous-traitants préalablement à leur intervention.

Le TITULAIRE est tenu de se conformer aux prescriptions du coordonnateur de sécurité.

A cet effet, il doit notamment prendre connaissance quotidiennement du registre journal de la coordination. Il doit viser les observations qui y sont inscrites et y apporter ses propres observations en réponse.

Le TITULAIRE ne pourra formuler aucune réclamation dans le cas où, pendant l'exécution des travaux, des changements de méthode, de matériaux ou de technique étaient rendus nécessaires pour l'amélioration de l'hygiène et de la sécurité du chantier.

Le TITULAIRE doit, en particulier :

- Donner au coordonnateur SPS libre accès à tout endroit, toute personne, toute pièce et coopérer de façon active avec lui pour lui permettre d'exercer au mieux sa mission.
- Suivre de façon rigoureuse et dans les délais indiqués les instructions données par le coordonnateur SPS.
- Etablir le planning général détaillé d'exécution des travaux et le plan d'organisation de chantier prévu, en parfaite concordance avec le PGC et les instructions du coordonnateur SPS.
- Participer à l'inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. (Article R.4532-13)
- Adresser son PPSPS au coordonnateur SPS ou au MAITRE D'OUVRAGE, selon les cas prévus par la loi, avant le début des travaux, et en faire obligation à tous ses sous-traitants. Ce PPSPS devra respecter en tous points les prescriptions réglementaires, résultant du décret n° 94-1159, section 5.
- Fournir gratuitement et dans les délais et formes indiqués par le coordonnateur SPS tous documents nécessaires à la constitution du "Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage" (le D.I.U.O.), qui sera élaboré par le coordinateur SPS.
- Communiquer au coordonnateur SPS toutes précisions ou renseignements que celui-ci pourrait être amené à lui demander.

Le TITULAIRE doit, en particulier :

- Donner au responsable de sécurité ou au chef de projet libre accès à tout endroit, toute personne, toute pièce et coopérer de façon active avec lui pour lui permettre d'exercer au mieux sa mission.
- Suivre de façon rigoureuse et dans les délais indiqués les instructions données par le responsable sécurité et le plan de prévention.
- Etablir le planning général détaillé d'exécution des travaux et le plan d'organisation de chantier prévu, en parfaite concordance avec le PGC et les instructions du responsable sécurité.
- Participer à l'inspection commune. (Article R.4532-13)
- Adresser tous les éléments nécessaires au responsable sécurité ou au chef de projet, selon les cas prévus par le décret du 20 février 1992, avant le début des travaux, et en faire obligation à tous ses sous-traitants.
- Communiquer au responsable sécurité ou au chef de projet toutes précisions ou renseignements que celui-ci pourrait être amené à lui demander.
- Se rendre disponible et participer en cas d'accident de ses agents ou de ses sous-traitants à l'analyse dans les délais établis (10 jours maximum). Appliquer les dispositions décidées lors de cette analyse d'accident.

De manière générale, le TITULAIRE doit fournir tous les documents et renseignements nécessaires permettant, au MAITRE D'OUVRAGE et à ses conseils, de prendre toutes mesures utiles au respect des dispositions légales et réglementaires, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé. Le TITULAIRE doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier, échafaudages, garde-corps, filets, engins de levage, installations diverses de toute nature (notamment les installations électriques), ou en charger, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme agréé.

Il doit exercer une surveillance continue sur le chantier afin d'éviter tous accidents aux ouvriers, aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier et à celles qui seraient étrangères à celui-ci.

Le TITULAIRE est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou du fait de ses agents ou services pourrait causer. Il s'oblige à garantir le MAITRE D'OUVRAGE contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations.

Par ailleurs, il est précisé que dans le cas de travaux supplémentaires demandés par le MAITRE D'OUVRAGE et amenant de nouvelles demandes du coordonnateur SPS, celles-ci devraient être incluses dans l'offre de travaux supplémentaires du TITULAIRE.

Au cas où il serait fait application de l'article L.4732.2 du Code du Travail (risque sérieux d'atteinte à l'intégrité physique d'un travailleur) le TITULAIRE sera tenu de se conformer aux ordonnances du juge des référés sans pouvoir, à ce titre, formuler une quelconque réclamation ou prétendre à une indemnité auprès du MAITRE D'OUVRAGE.

Le TITULAIRE doit, préalablement à la remise de son offre, s'assurer que les conditions de desserte du chantier en voirie, eau, électricité, eaux usées, sont satisfaisantes vis-à-vis des conditions de santé, de sécurité, d'hygiène, de conditions de travail des personnels, et si elles ne l'étaient pas, proposer dans son offre les mesures chiffrées complémentaires nécessaires. A défaut de cette proposition, le site sera réputé desservi et le TITULAIRE devra toute disposition qui pourrait être exigée ultérieurement, sans pouvoir prétendre à un supplément de prix.